

De l'agroécologie aux circuits courts, les pays du Sud et du Nord multiplient les initiatives pour développer des modes de production et de consommation durables.

Il y a des alternatives !

Le 27 mai dernier, le Carrefour des initiatives et des pratiques agro-écologiques (Cipa) a ouvert ses portes à Sidi Boubker, à 30 kilomètres de Marrakech. Dans cette ferme expérimentale, créée au Maroc à l'initiative de l'association Terre et Humanisme, seront testées puis enseignées à des agriculteurs venus de tout le bassin méditerranéen des techniques de production utilisant au mieux les potentialités de la nature. Objectif : les aider à s'adapter dans des régions soumises à la progression de la désertification.

Partout sur la planète – et même au-delà des zones arides –, des agriculteurs s'appuient sur l'agroécologie pour faire face aux consé-

quences des changements climatiques, tout en limitant l'impact de leur activité sur les écosystèmes. Par exemple, ils pratiquent la culture sans labour, laissent les pailles sur le sol entre deux récoltes de céréales, intercalent un semis de plantes pro-

ture comme fourrage pour nourrir les animaux, certains producteurs des pays les plus pauvres de la planète, comme à Madagascar, ont développé une activité d'élevage pour compléter leurs revenus. Les déjections animales remplacent égale-

ment l'engrais pour les surfaces céréalières. Ailleurs, la replantation d'arbres ou de haies met les cultures à l'abri du vent, freine le ruissellement des eaux de pluie, préserve et enrichit les sols, restaure des colonies d'insectes pollinisateurs. La réintroduction de la biodiversité réduit en outre le recours aux pesticides et aux insecticides. Le remplacement de l'irrigation par aspersion par des systèmes de goutte-à-goutte dimi-



“ L'agroécologie permet de retrouver un sol riche en matière organique, et donc stockeur de carbone ”

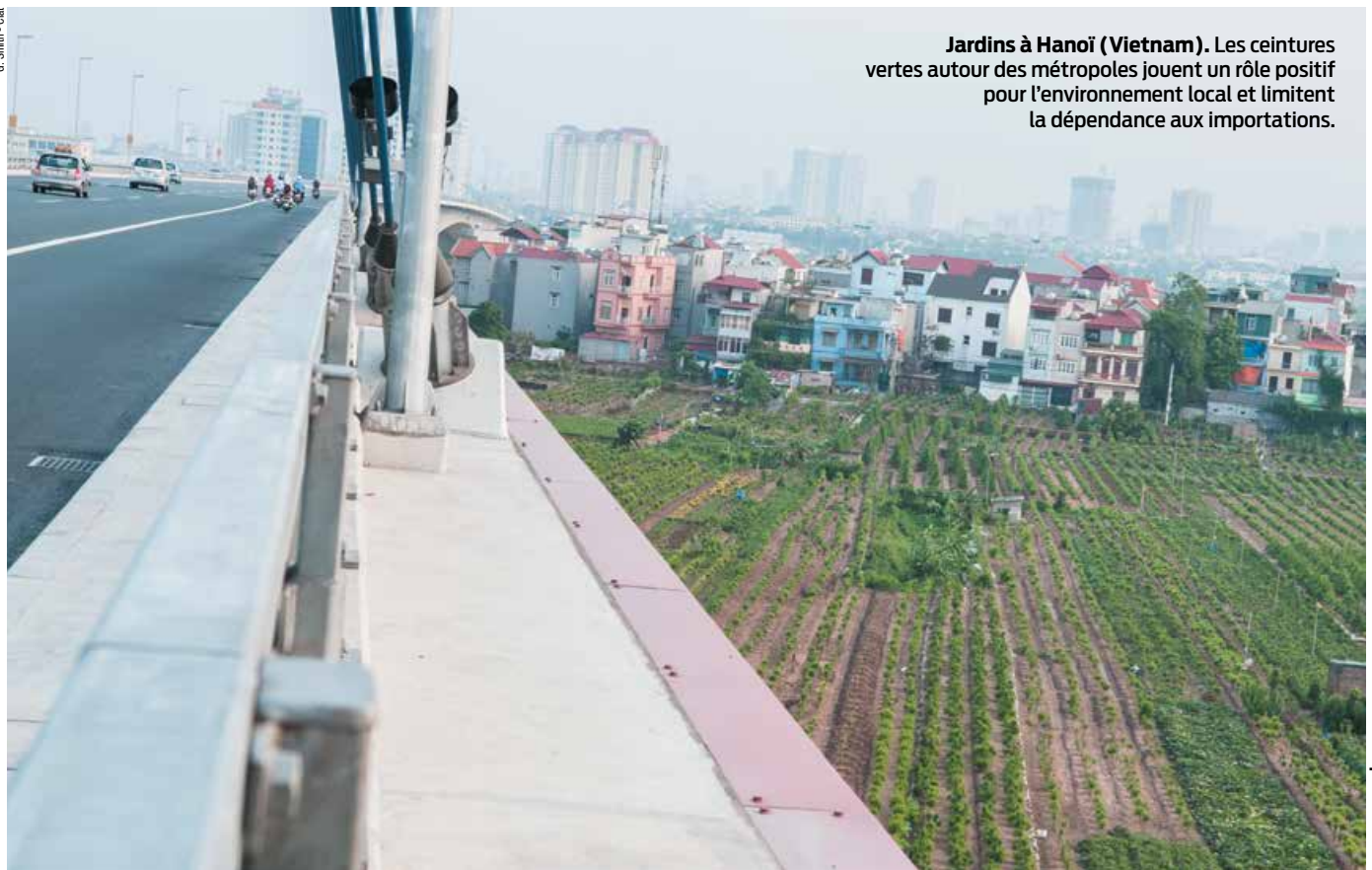
NICOLAS HULOT

envoyé spécial du président de la République pour la protection de la planète

téagineuses... De tels gestes, qui protègent les sols contre l'érosion, enrichissent les parcelles en matière organique et limitent l'usage d'engrais et d'herbicides, gagnent du terrain sur tous les continents.

En utilisant les plantes de couver-

ture comme fourrage pour nourrir les animaux, certains producteurs des pays les plus pauvres de la planète, comme à Madagascar, ont développé une activité d'élevage pour compléter leurs revenus. Les déjections animales remplacent également l'engrais pour les surfaces céréalières. Ailleurs, la replantation d'arbres ou de haies met les cultures à l'abri du vent, freine le ruissellement des eaux de pluie, préserve et enrichit les sols, restaure des colonies d'insectes pollinisateurs. La réintroduction de la biodiversité réduit en outre le recours aux pesticides et aux insecticides. Le remplacement de l'irrigation par aspersion par des systèmes de goutte-à-goutte dimi-



Jardins à Hanoï (Vietnam). Les ceintures vertes autour des métropoles jouent un rôle positif pour l'environnement local et limitent la dépendance aux importations.

► nue les besoins en eau des cultures irriguées.

Au-delà de leur effet bénéfique local, ces pratiques contribuent à limiter le réchauffement global. « *L'agroécologie permet de retrouver un sol riche en matière organique, et donc stockeur de carbone. L'agroforesterie et plus généralement la réhabilitation des sols dégradés par une agriculture moins intensive en énergie sont des voies à développer* », souligne Nicolas Hulot, envoyé spécial du président de la République pour la protection de la planète.

La nécessité d'une politique globale

Bon nombre de ces techniques sont financièrement peu coûteuses et accessibles pour les agriculteurs du Sud. Dans toute l'Afrique subsaharienne ont fleuri des projets où les producteurs ont pu diminuer, voire éliminer, leurs achats de produits chimiques et d'engrais de synthèse, tout en doublant pratiquement leurs rendements. L'enjeu est de taille pour



Repas familial au Mali.
Il faut renforcer les marchés locaux pour lutter contre la pauvreté rurale.

les pays pauvres, où la récolte de grains ne dépasse guère la tonne par hectare, où les petits paysans sont les principales victimes de la faim et de la pauvreté faute de pouvoir produire et vendre pour les marchés locaux, et où les approvisionnements dépendent trop de marchés mondiaux aux cours aléatoires.

Reste que ces expérimentations ne concernent aujourd'hui que des surfaces limitées. Leur généralisation rencontre de nombreuses barrières, à commencer par celle de la rémunération du travail des agriculteurs. En effet, l'agroécologie requiert en général davantage de travail humain et d'observation du terrain que l'agriculture conventionnelle, aux recettes

standardisées. Sa diffusion large nécessiterait des prix agricoles plus rémunérateurs.

Ce surcoût doit être cependant relativisé : au niveau des produits achetés par les consommateurs, la part revenant aux producteurs est souvent marginale à côté des coûts de transformation

et de commercialisation. Par ailleurs, l'agroécologie serait certainement plus compétitive que l'agriculture conventionnelle s'il fallait comptabiliser les « externalités négatives » de cette dernière : le prix de la destruction des sols et de l'épuisement des ressources, des pollutions, la contribution au réchauffement climatique...

Le développement de l'agroécologie se heurte aussi au manque d'information et au scepticisme. « *Inciter les agriculteurs à adopter des modes de production plus vertueux n'a de sens que si, parallèlement, un travail est fait au niveau des consommateurs pour les encourager à modifier leurs habitudes alimentaires, en achetant davantage de produits locaux* », met en avant Yvan

SÉNÉGAL

Les agriculteurs de Mbour se préparent au réchauffement

Cinq groupements de producteurs dans le département de M'bour, au Sénégal, représentant une centaine d'agriculteurs pratiquant la polyculture-élevage, ont créé une plate-forme d'information et de concertation sur le changement climatique, avec l'aide d'Agrisud International, une organisation non gouvernementale (ONG) membre du Comité français pour la solidarité internationale (CFSI). Sont également impliqués les services de l'Etat et les instituts de recherche.

« *Les défis sont nombreux : les agriculteurs sont déjà confrontés à une baisse de fertilité des terres, à la salinisation des sols et des eaux, et à des inondations fréquentes de leurs parcelles, au moment même où ils doivent faire les semis. Leurs revenus diminuent et les périodes de soudure entre deux récoltes deviennent très difficiles* », explique Elphège Ghestem, directrice des opérations d'Agrisud International. La plate-forme a conseillé aux agriculteurs la réintroduction de variétés mieux adaptées aux conditions locales et demandant de ce fait moins de produits chimiques. Les producteurs viennent ainsi de décider de planter



Dans le département de M'bour (Sénégal), des agriculteurs ont créé une plate-forme d'information et de concertation sur le changement climatique.

de nouveau du riz, une culture abandonnée il y a plusieurs années au profit du sorgho, en s'appuyant sur les résultats obtenus sur des parcelles tests. Les agriculteurs ont également été encouragés à développer des cultures maraîchères sur pilotis. En cas d'inondation, les plants commencent à germer et peuvent être repiqués une fois l'eau évacuée. Prochaine étape : la signature d'un accord avec un fournisseur de prévisions météorologiques, un service encore peu utilisé en Afrique.

Le Coq, coordinateur en Afrique de l'Ouest du Groupe de recherche et de réalisations pour le développement rural (GRDR), organisation non gouvernementale (ONG) membre du Comité français pour la solidarité internationale (CFSI).

Le GRDR a réalisé une étude sur ce sujet pour la région de Dakar. La capitale sénégalaise, qui importe 70 % de sa nourriture, vient en effet de se doter d'un plan visant à développer la production agricole autour de la métropole pour faire face aux conséquences du changement climatique. La présence d'une ceinture verte autour de la ville jouerait un rôle positif pour l'environnement local, en apportant humidité et biodiversité. Surtout, cela permettrait de limiter la dépendance aux importations. « Cette dépendance expose la population au pouvoir d'achat réduit aux variations des cours des marchés mondiaux. Or, celles-ci devraient à l'avenir être amplifiées du fait du changement climatique », insiste Yvan Le Coq.

Des systèmes alimentaires en lien avec les territoires

Conscientes de leur vulnérabilité, nombre de collectivités, au Sud comme au Nord, cherchent comme Dakar à se prémunir d'éventuelles difficultés d'approvisionnement en misant sur le développement de systèmes alimentaires territorialisés, avec à la clé la promotion de techniques de production durables. En France, la loi d'avenir pour l'agriculture, votée en octobre 2014, fait de l'ancrage territorial de la production l'un des objectifs de la politique agricole hexagonale. En juillet

Si on comptabilisait les « externalités négatives » de l'agriculture conventionnelle, l'agroécologie serait certainement plus compétitive

2014, l'Association des régions de France avait pris les devants en s'engageant dans la promotion des systèmes alimentaires territorialisés. Le

MALI

Les maraîchers de Gao passent à l'agroforesterie

En 2006, les maraîchers de la région de Gao, dans le nord du Mali, étaient en proie à de sérieuses difficultés : productions peu diversifiées, mauvaise utilisation des produits phytosanitaires épandus parfois trop largement sans porter attention aux risques pour la santé, revenus insuffisants... Les 22 associations regroupées au sein de l'Union des groupements maraîchers de Gao (UGM), rassemblant près de 600 producteurs, décident alors de changer leur fusil d'épaule. « Recourir à des engrais chimiques pour accroître la production dans une zone aride et enclavée n'avait aucun intérêt. Onéreux, ces produits abîment par ailleurs les sols déjà très dégradés », explique Benoît Naveau, chargé des partenariats en Afrique de l'Ouest au sein de l'organisation non gouvernementale (ONG) belge Autre Terre.

Cette association a aidé l'UGM à mettre en place un « système de production oasien de cultures étagées », autrement dit à développer la culture de légumes à l'ombre des palmiers dattiers. Ces arbres protègent les semis du soleil et apportent de l'humus et des nutriments dans les sols grâce à leurs feuilles et à leurs racines. Parallèlement, des petits puits, couverts de paille pour éviter l'évaporation, ont été construits afin de faciliter les rétentions d'eau de pluie. Les déjections animales comme les résidus de récoltes servent à fertiliser les sols, tandis qu'un pesticide biologique a été fabriqué à partir d'huile provenant de fruits locaux.

Nord-Pas-de Calais s'est ainsi attelé à la transformation de son marché d'intérêt régional : de gestionnaire de flux de produits alimentaires venus des quatre coins du monde, il doit également devenir le coordinateur des filières locales, en cours de structuration.

Les villes sont également sur le pont. De Rennes à Nantes, en passant par Toulouse, des politiques misant sur la diversification des exploitations, l'installation de



Autre Terre

Maraîchère de la région de Gao (Mali). La production de légumes est passée de 150 tonnes en 2006 à 580 en 2014 grâce à un changement de mode de culture.

Enfin, des ruches ont été installées pour la pollinisation des cultures.

Les résultats ne se sont pas fait attendre : la production de légumes de l'UGM est passée de 150 tonnes en 2006 à 580 en 2014, auxquelles il faut ajouter la récolte de dattes. En 2012, en plein conflit du Nord-Mali, les maraîchers engagés dans ce projet ont continué à produire et ont pu approvisionner les habitants dans une zone alors coupée du monde. Les producteurs de l'UGM ont également créé deux points de vente pour mieux écouler leur production, et ainsi améliorer leurs revenus. Leurs légumes bio, bien meilleurs et pas plus chers que les autres, se vendent très bien sur les marchés de Gao et des environs. « Comme nous l'espérions, cette expérience est en train de s'étendre, se réjouit Benoît Naveau. Dix nouvelles associations de maraîchers viennent de frapper à la porte. »

nouveaux agriculteurs sur les terres libérées ou préemptées par les collectivités, le développement des circuits courts ou encore la sanctuarisation d'espaces dédiés aux activités agricoles sont en train d'être déployés. La métropole de Montpellier vient à son tour d'adopter sa « politique agricole et alimentaire », afin de promouvoir une agriculture « saine et locale pour le plus grand nombre », soutenant l'emploi et le revenu des agriculteurs, via la vente de denrées à la restauration collective, et préservant les ressources naturelles locales. Le travail de reconquête ne fait que commencer. ■ L. E.